

| L'UE sans le Royaume-Uni a commencé

UNION EUROPÉENNE Les dirigeants des Vingt-Sept ont entamé le débat sur la f

- ▶ Première réunion en plus de 40 ans sans la présence de Londres.
- ▶ Des lignes rouges ont été tracées pour le divorce à venir, en particulier sur l'accès au Marché unique.
- ▶ Les discussions sur l'avenir de l'UE se poursuivront le 15 septembre en Slovaquie, qui prend ce vendredi la présidence tournante de l'Union.

L'Union à 27 a commencé à exister ce mercredi matin. Les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne se sont en effet réunis sans le Premier ministre britannique David Cameron,

reparti à Londres mardi soir, marquant ainsi symboliquement et politiquement le rétrécissement de l'UE. Les 27 ont tenu une « réunion informelle » : il ne peut être question de « Conseil », même pas informel, puisque légalement le Royaume-Uni restera un membre à part entière de l'UE jusqu'à sa sortie effective. Mais les 27 ont été réunis par leur président, Donald Tusk afin de débriefer la discussion de la veille au soir sur le Brexit avec Cameron, et entamer le débat sur la façon pour l'UE de rebondir après ce séisme politique européen.

Dans l'incertitude totale quant à l'identité de celle ou celui qui prendra la direction du parti conservateur et du gouvernement britannique en septembre prochain, et quant au moment où il ou elle actera la décision de quitter l'UE, les 27 ont voulu envoyer un message très ferme à Londres. Confirmant le propos qu'ils avaient tenu mardi à David Cameron, ils ont tous martelé qu'il n'y aura « pas d'Europe à la carte » pour le Royaume-Uni lorsqu'il négociera sa nouvelle relation avec l'UE, et que « l'accès au Marché unique requiert l'acceptation de toutes nos quatre libertés ». A savoir la liberté de circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services.

« Aucune exception »

Ce message très ferme est destiné à couper aux souhaits prêtés aux prochains dirigeants britanniques de négocier, après

leur sortie de l'UE, l'accès au Marché unique sans être tenu d'accepter la liberté de circulation des travailleurs. Commentant cette position unanime, le président de la Commission Jean-Claude Juncker a ajouté face à la presse que l'UE « ne tolérerait aucune exception ni aucune nuance » à ce principe. Une précision qui aura ravi les pays d'Europe centrale et surtout la

Pologne, dont près d'un million de citoyens sont établis outre-Manche. Varsovie, et dans une moindre mesure ses partenaires du groupe de Visegrad (Tchéquie, Slovaquie et Hongrie) craignent comme la peste que l'arrangement ultime définissant la nouvelle relation entre l'UE et Londres ne se fasse au prix d'une réduction de la liberté de mouvement.

À défaut d'en savoir plus sur le timing précis du démarrage de la négociation de divorce et sur le type d'association avec l'UE que souhaitera le Royaume-Uni, les 27 sont donc passés mercredi à la suite : la relance de l'Europe et la réconciliation avec ses citoyens. Vaste chantier, dont les leaders se sont limités pour l'instant à fixer la date et le lieu du début : ils se sont entendus pour se retrouver pour une autre « réunion informelle des 27 », le 15 septembre prochain à Bratislava, la capitale slovaque. Aucun intitulé n'a été arrêté pour ce qu'il est interdit d'appeler « som-

met », vu l'étendue des divergences entre Etats membres. Car s'il est patent que l'Europe paraît fonctionner laborieusement et que les citoyens en sont frustrés, les divergences sont profondes sur le diagnostic comme sur les remèdes.

« Meilleure Europe »

Dans le contexte triste et amer du Brexit, les 27 semblent déterminés à mettre en avant leur unité plutôt que leurs divergences. C'est pourquoi ils ont évité d'évoquer s'il faut « plus » ou « moins » d'Europe, laissant circuler l'expression de « meilleure Europe » d'un vague absolument vertigineux mais d'autant plus inoffensif. Pour éviter d'évoquer dès l'entame des débats les divergences ? « J'ai assisté à des Conseils européens où les divergences étaient beaucoup plus grandes que cela », répondait le Premier ministre belge Charles Michel en citant la crise grecque et celle des réfugiés.

Le chef du gouvernement fédéral dit avoir insisté auprès de ses collègues afin de ne pas attendre la réunion de septembre : les travaux préparatoires commenceront très rapi-

dement au niveau des sherpas (qui représentent les sommets pour leurs dirigeants). Après la réunion de Bratislava, le sujet sera repris au niveau des dirigeants lors des sommets d'octobre et de décembre – mais où fera-t-on patienter le Premier ministre britannique qui ne sera pas concerné ? –, l'objectif étant d'aboutir à un texte pour les célébrations du 60^{ème} anniversaire du traité de Rome en mars 2017. Les 27 semblent d'accord sur un but : réconcilier les citoyens avec l'Europe en leur présentant des projets concrets et utiles, dans les domaines qui les intéressent le plus, dont, au premier chef, l'emploi et la sécurité. « Beaucoup considèrent qu'on doit mieux défendre le projet européen », expliquait Charles Michel. Les succès sont appropriés par les capitales, tandis que les échecs sont rejetés sur les institutions européennes. On

ne peut ensuite s'étonner de la progression spectaculaire d'un populisme européen. »

Comme exemple d'œuvre européenne concrète et utile, le Premier ministre a rappelé la nécessité de lutter contre le dumping social, « qui porte atteinte aux règles européennes et constitue dans nos pays une propagande contre l'Europe ». Une déclaration perçue comme très sociale et pro-européenne chez nous. Mais en Europe centrale, elle est interprétée comme une entorse à la liberté de circulation des travailleurs, que les 27 viennent de jurer faire respecter...

Quelques conclaves pour débattre de ces sujets de fond ne seront pas inutiles aux chefs d'État ou de gouvernement. Question d'apprendre les uns des autres et de se retrouver sur une compréhension commune de ce que l'Europe doit être. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

Le CETA n'est pas un accord mixte, proclame Juncker

Le CETA, le vaste accord de libre-échange conclu entre l'UE et le Canada devra-t-il être ratifié par les Parlements nationaux (comme l'exigent avec forces les élus francophones en Belgique) ou seulement par les gouvernements et le Parlement européen ? La question a été abordée par Jean-Claude Juncker au sommet, préluant d'ailleurs d'une discussion similaire pour le TTIP, en cours de négociation avec les Etats-Unis. Mardi, le président de la Commission a redit que, pour ses services juridiques, il s'agit d'un accord exclusif UE et donc pas mixte (avec les Parlements). Mais la résistance de certains Etats membres mérite d'être « méditée », a-t-il dit.

PH.R.

hôpitaux La fin du médecin belge pour le patient anglais

La sortie de la Grande-Bretagne de l'Europe aura des conséquences directes pour les patients britanniques qui se soignent dans notre pays. D'après les derniers chiffres de l'Inami, que le Soir a pu consulter, près de 1.200 patients britanniques se font soigner chaque année dans un hôpital belge. Soit plus de trois par jour.

Sur les cinq dernières années, ce sont 6.376 patients qui ont ainsi franchi le Channel, attirés par la qualité des hôpitaux belges, mais surtout par les files d'attente bien plus courtes que chez eux. Il ne s'agit pas ici de résidents permanents en Belgique, ni de patients traités en urgence, lors d'un accident, ni de patients inclus dans une étude clinique, mais de « patients ordinaires » qui ne trouvent pas chaussure à leur pied au sein du système anglais, le NHS. Ils doivent seulement prouver que le délai raisonnable est dépassé chez eux pour pouvoir être soignés chez

nous, la Sécu anglaise remboursant ensuite notre propre système de santé.

Les Anglais sont le quatrième pays de provenance des patients

européens qui viennent se faire soigner chez nous, après les Hollandais, les Français et les Luxembourgeois et devant les Allemands. Le Brexit devrait dresser devant eux une frontière financière, puisqu'ils devraient s'acquitter du prix réel des opérations réalisées en Belgique. « Certes, une partie de la clientèle est composée de personnes aisées qui viennent chercher de la médecine d'excellence en Belgique », souligne le docteur Jacques De Toeuf, président du consortium « Healthcare Belgium », qui regroupe une série d'établissements belges démarchant les patients venus d'Asie, du Moyen-Orient ou de Russie. Avec des arguments de poids : un nombre élevé de médecins de haut niveau, une densité hospitalière rare et un accès aux équipements les plus modernes.

« Ceux-là resteront, mais ils n'apparaissent pas dans les statistiques de l'Inami. Les patients pris en charge sous couvert de la réciprocité des systèmes de santé devront renoncer à se faire soigner en Belgique. Sauf évidemment si de nouveaux accords sont signés en ce

sens. Mais on ne voit pas vraiment l'utilité de devoir négocier seul un accord bilatéral pour recréer ce qu'on vient de rompre par ailleurs.

Pourtant, le système anglais de santé est loin d'être parfait : la mortalité est assez élevée, il y a eu plusieurs scandales dans les hôpitaux suite à des infections nosocomiales, les généralistes sont en plein burn-out. On comprend les patients anglais qui viennent chez nous ou en France. Mais ce sera fini. Or, les hôpitaux anglais avaient intérêt à se tourner vers nous. Car ils sont pénalisés financièrement si leurs files d'attente s'allongent excessivement. Quand ils nous envoient un patient se faire poser un nouveau genou, ils allègent leurs files et évitent les sanctions ».

De même, les règles négociées au niveau européen qui imposent le consentement éclairé du patient ou la transparence de la facture ne seront plus valables en Grande-Bretagne. « On va vers un grand vide. Demain, ce sera comme si la Grande-Bretagne était devenue la Papouasie ».

Pour les hôpitaux belges, le départ des patients anglais représentera donc une perte financière. Mais les conséquences en Grande-Bretagne même seront sans doute

bien plus lourdes : les associations médicales locales soulignent que pas moins de 30.000 médecins, soit 11 % des médecins du Royaume-Uni, ont suivi leur formation dans un état européen, ce qu'ils doivent à la libre circulation des personnes dans ces États membres. Une possibilité qui devrait s'arrêter si le Brexit complet est consommé.

Le président de l'association britannique de médecine, Simon Stevens, déclare que la sortie de l'UE provoquera une crise du personnel dans le secteur des soins de santé (NHS), où travaillent actuellement environ 130.000 citoyens de citoyens originaires d'autres pays de l'Union européenne. 55.000 du 1,2 million d'employés du NHS dans la seule Angleterre proviennent de pays-tiers de l'Union européenne. Ceux-ci risquent maintenant de perdre leur permis de travail et de devoir quitter le pays. ■

FRÉDÉRIC SOUMOIS

Ecosse David Cameron « out », Nicola Sturgeon « in »

David Cameron rentré la tête basse à Londres, c'est une autre Britannique qui a tenu la vedette, mercredi à Bruxelles : Nicola Sturgeon, la « First Minister » d'Ecosse. L'effervescence médiatique était palpable, hier soir, dans la petite salle de conférence de la Scottish House, plantée en plein rond-point Schuman à Buxelles, plus proche des QG des institutions européennes que l'ambassade du Royaume-Uni auprès de l'UE, située un peu en retrait – tout un symbole ! Drapeaux écossais et européen dans le dos, la cheffe du gouvernement s'est brièvement expliquée face à la presse : « Je dois trouver un moyen de respecter la voix du peuple écossais », qui s'est largement prononcé en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE. Le « Brexit » l'ayant emporté, que faire ?

« S'il y a un moyen de rester (dans l'UE), je suis déterminée à le trouver »

NICOLA STURGEON

« S'il y a un moyen de rester (dans l'UE), je suis déterminée à le trouver », lance Sturgeon. Mais on plonge

« en terrain inconnu » et « on en est à un stade très précoce de ce processus » : pas une semaine ne s'est encore écoulée depuis le référendum. Nicola Sturgeon voudrait toutefois, « une fois la négociation » ouverte entre le Royaume-Uni et l'UE, « que toutes les options restent sur la table », « que l'Ecosse soit représentée » et « que notre voix soit entendue ». Les options ? Il est « beaucoup trop tôt pour être définitif » sur cette question. « Notre point de départ n'est pas l'indépendance, mais la protection de nos intérêts. Si nous arrivons à la conclusion que le seul moyen de protéger la relation entre l'Ecosse et l'UE serait l'option d'une Ecosse indépendante, je crois que c'est un choix que les Ecossais devraient avoir le droit de faire ».

Entre-temps, Nicola Sturgeon précise que sa virée bruxelloise lui a permis de rencontrer « beaucoup de personnes qui ont souhaité bonne chance aux Ecossais, leurs bons vœux » – soit un net changement de ton, a-t-elle reconnu, par rapport à l'accueil reçu il y a deux ans, lorsque l'Ecosse s'était lancée dans l'aventure (perdue) d'un

référendum d'indépendance. La Première ministre et cheffe du Scottish National Party (SNP) nationaliste de gauche a témoigné d'un « intérêt énorme » et même de la « sympathie » pour les résultats écossais. Même si cela n'ouvre « pas automatiquement un chemin facile » pour l'Ecosse. « J'ai trouvé les portes ouvertes », a dit celle qui a été reçue par le président du Parlement européen, par différents leaders de groupes parlementaires et, enfin, par Jean-Claude Juncker himself.

L'Ecosse « a gagné le droit le droit d'être entendue à Bruxelles ! ». Jean-Claude Juncker n'y est pas allé par quatre chemins, mercredi, pour justifier sa décision de recevoir Nicola Sturgeon. Pardi ! Les Ecossais ont voté à 62 % pour le maintien dans l'UE !

Peu avant la rencontre, en fin d'après-midi, le président de la Commission avait cependant précisé qu'il « écouterait attentivement ». Mais pas question à ce stade de négocier quoi que ce soit. « Ce n'est ni mon intention, ni celle du président du Conseil européen Donald Tusk, d'interférer dans le processus interne au

Royaume-Uni », a assuré Juncker.

Pas de négociation avec l'Ecosse, donc, mais quand même un signal politique important, dans les circonstances actuelles du choc du divorce annoncé avec le Royaume-Uni. Ce n'est pas pour rien, que Juncker dit que l'Ecosse a « gagné » son droit à être écoutée. Ni banal... Le mois dernier, Juncker avait avancé des (diplomatiques ?) questions « d'agenda »

pour éviter de recevoir Carles Puigdemont, le nouveau président pro-UE de la Catalogne indépendantiste, qui effectuait alors sa toute « première visite officielle à l'étranger » – en Flandre. La différence, c'est évidemment que l'Espagne ne planifie pas sa sortie de l'Union européenne.

Le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a d'ailleurs fait savoir à Bruxelles qu'il s'opposerait à une négociation qui associerait l'Ecosse. Le président français Hollande juge aussi qu'Edimbourg doit pouvoir se faire entendre, mais la négociation doit se dérouler avec le Royaume-Uni et pas une « partie » de celui-ci. L'affaire est évidemment sensible pour plusieurs capitales : voilà qui explique aussi que Donald Tusk s'est abstenu de recevoir

« l'héroïne » du jour...

« C'est aux Écossais de clarifier leurs options, nous dit le porte-parole de Guy Verhostadt, le chef du groupe libéral au Parlement (où siègent des Catalans et des Basques), qui a aussi reçu Nicola Sturgeon. Mais nous sommes prêts à les aider » à rester dans l'UE : « C'est un dossier européen ! ». Philippe Lamberts, vice-pré-

sident du groupe des Verts où siège le SNP, juge que, « si l'article 50 est déclenché, il faut que l'Irlande du Nord et l'Écosse soient à la table de négociation », nous dit-il. Mardi, lors de la plénière extraordinaire, Alyn Smith, eurodéputé écossais des Verts, avait suscité une impressionnante ovation debout en « suppliant » ses collègues de « ne pas laisser tomber l'Écosse ». ■

PHILIPPE REGNIER



La succession de Cameron est ouverte

La course des prétendants conservateurs pour succéder au Premier ministre David Cameron a officiellement commencé mercredi en fin d'après-midi. Les candidats ont jusqu'à ce jeudi 13 heures pour se déclarer. Seul, jusqu'ici, le ministre du Travail Stephen Crabb a officiellement annoncé qu'il postulait, flanqué du ministre aux Entreprises, Sajid Javid. Favorable au maintien dans l'UE, M. Crabb a déjà indiqué qu'aucun retour en arrière n'était possible et qu'il n'y aura « pas de second référendum ». Selon la presse britannique, les deux grands favoris - la ministre de l'Intérieur Theresa May et le leader du camp du Brexit Boris Johnson - devraient se déclarer ce jeudi. (afp)

Pétition remise pour un « Nexit »

Une pétition rassemblant plus de 50.000 signatures et réclamant un référendum sur une sortie éventuelle des Pays-Bas de l'Union européenne a été remise mardi soir à la chambre basse du Parlement néerlandais. A l'origine de la pétition, Patrick Crijns, un employé âgé de 31 ans, et Peter van Wijmeren, un demandeur d'emploi de 41 ans, veulent « lancer un signal qu'il existe un intérêt pour un Nexit », ont-ils déclaré au quotidien néerlandais NRC.Next. Lancée le 1er juin, la pétition a engrangé la majorité de ses signatures les deux jours qui ont suivi le vote des Britanniques. Un tel référendum

n'est toutefois pas à l'ordre du jour étant donné le manque de soutien du Parlement néerlandais. (afp)

Kerry : « un divorce très compliqué »

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry estime que la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, en faveur de laquelle pourrait ne jamais avoir lieu, relevant que Londres n'était pas pressé de partir. S'exprimant au lendemain d'un entretien avec David Cameron, M. Kerry a indiqué que le chef du gouvernement se sentait « incapable » de négocier un départ qu'il ne souhaite pas. « C'est un divorce très compliqué », a relevé le chef de la diplomatie américaine. (afp)